

A l'occasion de la Journée internationale de la femme

Plaidoyer pour la mise en place d'un ordre des sages-femmes



La présidente de l'ASFG, Olga Boukoyi, situant les enjeux de la manifestation.



Les stands ont attiré un grand nombre d'élèves.



La grande marche des sages-femmes était agrémentée de chants et sketches.

SNN

Libreville/Gabon

C'était à la faveur d'une grande marche organisée par l'Association nationale des sages-femmes du Gabon (ASFG) à l'issue de laquelle une journée portes ouvertes a été organisée au Rond-point de Nzeng-Ayong.

LA célébration de la Journée internationale de la femme jeudi a donné lieu à différentes activités visant à renforcer l'engagement des femmes à défendre et faire respecter leurs droits. A cet effet, l'Association des sages-femmes du Gabon (ASFG), appuyée par Ajanta pharma, a adressé aux autorités de

notre pays un plaidoyer pour la mise en place d'un ordre de leur corporation. C'était à la faveur d'une grande marche allant du rond-point de la Démocratie à celui de Nzeng-Ayong. Les marcheuses brandissaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : "Plaidoyer pour l'ordre national des sages-femmes du Gabon. Pour une meilleure réglementation de la profession et un impact positif dans la communauté. ».

La marche était agrémentée par des chants et des petits sketches ayant trait aux réalités quotidiennes du métier de sage-femme. S'en sont suivies, les "Portes ouvertes" relatives à cette profession sur le site du Rond-point de Nzeng-Ayong. Cette activité a connu un

franc succès. Avec une affluence particulière des élèves. Les jeunes filles, par exemple, ont été sensibilisées aux dangers des grossesses précoces. Le message qui leur a été adressé était très simple : "Une capote de temps en temps, mais la tête dans les

études c'est encore mieux". Occasion aussi pour la présidente de l'ASFG, Olga Boukoyi Mabilia, de situer les enjeux de la manifestation : « Nous avons saisi l'opportunité du 8 mars pour célébrer la femme et la sage-femme. Étant une femme, la sage-

femme s'occupe des femmes. Nous avons donc voulu, à travers cette tribune, faire un plaidoyer sur les préoccupations de la corporation », a-t-elle souligné.

Les sages-femmes sont donc montées au créneau pour déplorer le fait que leur corporation existe depuis plus d'une trentaine d'années. Elles sont, pour la plupart, formées à l'Université des sciences de la santé (USS), mais se plaignent de ne pas avoir de plan de carrière.

Aussi, ont-elles attiré l'attention des plus hautes autorités de la République pour qu'elles puissent, enfin, jeter un regard sur la femme en général, mais surtout sur les préoccupations des sages-femmes, en particulier.

Ici et ailleurs

•Télévision
Julien Lepers réclame 3,4 M d'euros



Julien Lepers, ancien animateur vedette du jeu télévisé français "Questions pour un champion", réclame 3,4 millions d'euros à la suite de son licenciement controversé, a-t-on appris vendredi auprès de son avocat. Julien Lepers, 68 ans, a été licencié début 2016 après 27 ans à la tête d'un des jeux phares de la chaîne France 3, filiale de France Télévisions. Adapté d'un format britannique, "Questions pour un champion" a été regardé par 1,48 million de téléspectateurs (11,4% de parts d'audience) en moyenne en 2015, en légère baisse ces dernières années, mais toujours au-dessus de la moyenne de la chaîne. Ce départ a été qualifié d'"insupportable" par Julien Lepers. L'émission est dorénavant animée par un autre présentateur, Samuel Etienne.

•Droits de la femme
Une grève générale sans précédent

Des millions de personnes en Espagne se sont mobilisées jeudi pour les droits des femmes, en participant à une grève générale "féministe" sans précédent dans le pays et à d'énormes manifestations à Madrid comme à Barcelone. Dès le matin, la radio la plus écoutée par les Espagnols, la Cadena Ser, avait perdu ses voix féminines. A la télévision, des stars des émissions matinales avaient spectaculairement déserté les plateaux. Dans les gares, 300 trajets de trains avaient été annulés pour cause de grève et toute la journée, les métros de Madrid et Barcelone circulaient moins fréquemment.

•"Stars Wars"
Jon Favreau aux manettes d'une série

Jon Favreau va écrire et produire une série basée sur la saga "Star Wars" qui sera diffusée sur le prochain service de streaming de Disney, a annoncé jeudi sa filiale, la maison de production Lucasfilm. "Si quelqu'un m'avait dit à 11 ans que j'allais avoir l'opportunité de raconter des histoires dans l'univers +Star Wars+, je ne l'aurais pas cru. J'ai hâte d'embarquer pour cette aventure enthousiasmante", s'est réjoui le réalisateur de 51 ans.

Rassemblés par R.H.A

Les femmes du 3e arrondissement édifiées sur leurs droits

COE

Libreville/Gabon

A l'initiative de la maire de Libreville, une conférence-débat a été organisée à l'intention de la gent féminine de cette partie de la capitale.

LA journée internationale de la femme a eu une résonance particulière dans le 3e arrondissement de Libreville, où la maire de la capitale gabonaise, Rose Christiane Ossouka Raponda, a réuni les femmes de cette partie de la commune, dans son quartier général de La Peyrie. Objectif : les informer sur les droits de la femme dans une cité moderne.

La cérémonie a, notamment, vu la participation de Flore Mistoul, ancien membre du gouvernement, et de Sidonie Flore Ouwé, ancien procureur de Libreville et, par ailleurs, présidente de l'association "Le salon de la femme". D'entrée, la magistrate



Rose Christiane Ossouka Raponda (gris), maire de Libreville, aux côtés de Sidonie Flore Ouwé (écharpe), présidente de l'association Le salon de la femme, la conférencière. Photo de droite : Les femmes ont également exprimé leur joie sur la piste de danse.

conférencière a porté des critiques sur le thème retenu cette année par l'Organisation des Nations unies (ONU) : « Nous n'avons pas jugé utile de revenir sur ce que l'ONU a voulu nous imposer pour parler de l'activisme. Au Gabon, nous savons que les femmes ont des droits qui sont différents des autres pays. Si nous les avons, ce n'est pas parce que nous sommes allées dans la rue, mais parce que nous avons eu des grandes femmes au gouvernement, au Parlement et dans l'UFPDG, qui ont travaillé et fait enten-

dre à ceux qui décident que les femmes ont besoin de tel ou tel droit », a-t-elle fièrement relevé. Martelant que les Gabonaises ne sont pas des activistes, madame Ouwé a estimé que toutes les femmes doivent connaître leurs droits et pouvoir les exercer comme cela se doit. Et, qu'au Gabon, les progrès effectifs restent dans le silence. Il faut donc l'appui d'une organisation pour pouvoir utiliser les textes existants et les mettre à la disposition des femmes, en utilisant des mécanismes pour l'ac-



cès facile de ces dernières à leurs droits et à leur exercice. « Nous estimons, et c'est un avis partagé par les membres de la plate-forme associative dont j'ai la charge, que nous sommes sur une marche irréversible de cette égalité des citoyens au niveau du Gabon, parce que plusieurs lois confinées dans les textes nationaux et internationaux reconnaissent les droits de la femme. Et nous nous inscrivons dans la vulgarisation de ces droits », a fait savoir Sidonie Flore Ouwé.

Avant de conclure : « Le défi de la femme est de connaître ses droits. Nous ne sommes pas des activistes au sens étymologique du terme, parce que nous ne sommes pas capables d'aller braver les lois. Et, la situation du Gabon sur les droits de la femme n'est pas comparable à toutes les autres. Donc, un thème ne peut pas être unique pour tous les pays membres de l'ONU, dès lors que nous ne vivons pas les mêmes problèmes, d'une part, et que les méthodes utilisées ne sont pas les mêmes, d'autre part. »